

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 BETHUNE

BETHUNE, le 20/10/2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées  
Visite d'inspection du 16/09/2022**

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUEZ RV NORD EST**

ISDND d'HERSIN COUPIGNY  
Carrière de la Loisme – BP 25  
62530 HERSIN COUPIGNY

Références : 221-2022  
Code AIOT : 0007000463

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2022 sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par SUEZ RV NORD EST à HERSIN COUPIGNY. L'inspection a été annoncée le 03/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORD EST
- Installation de stockage de déchets non dangereux 62530 HERSIN COUPIGNY
- Code AIOT : 0007000463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société FRANCE DECHETS, devenue SUEZ RV Nord Est a été autorisée par arrêté préfectoral du 26 juillet 1982 à exploiter sur le site de la Carrière de la Loisme à HERSIN-COUPIGNY une décharge de « classe 2 » (aujourd'hui appelée ISDND) d'une capacité de 400 000 t/an. Deux arrêtés d'autorisation en dates des 26/11/1988 et 02/08/2004 ont acté la fin de la période d'exploitation de l'installation de stockage à l'année 2032 et porté sa capacité d'accueil à 600 000 t/an.

Quatre grandes phases d'exploitation du site ont été définies pour l'ISDND d'HERSIN-COUPIGNY. L'exploitation de la phase 3, démarrée en 1996, s'est achevée en 2011. L'exploitation de la 4<sup>ème</sup> et dernière phase est actuellement en cours ; le stockage des déchets non dangereux dans la subdivision 4.2, effectif depuis le début d'année 2019, se fait exclusivement dans celle-ci depuis mars 2020. Les premiers travaux de rehausse de la subdivision 4.2 ont été réalisés courant de l'été 2020 ; son exploitation devrait s'achever en fin d'année 2022.

Courant été 2021, l'exploitant a démarré les travaux d'aménagement de la nouvelle subdivision 4.3.

L'installation dispose également d'un casier spécifique pour le stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante tels que définis à l'article 1 - titre I de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Un arrêté du 03/09/2014 a acté la diminution de la capacité d'accueil de l'ISDND à 500 000 t/an et la prolongation de sa période d'exploitation jusqu'en fin d'année 2047 sans incidence sur l'emprise du site, ni sur le vide de fouille total déjà autorisé. Cette évolution sollicitée par l'exploitant tenait compte du vide de fouille disponible et s'inscrivait dans un contexte de baisse sensible des quantités de déchets stockées.

Le site comporte les principaux équipements annexes suivants :

- une installation de traitement des lixiviats au moyen d'un évapo-condenseur dimensionné pour traiter 300 m<sup>3</sup>/j (lixiviats collectés sur site, lixiviats et autres effluents liquides provenant de sites extérieurs du groupe implantés dans la Région Hauts-de-France : ISDND et installations de traitement des ordures ménagères).
- une installation de captation du biogaz (moyenne de l'ordre de 3 000 m<sup>3</sup>/h) avec valorisation énergétique répartie ainsi :
  - alimentation de l'installation de traitement des lixiviats (chaudière de 2 MW)
  - alimentation de 3 moteurs à combustion avec alternateur permettant de produire de l'électricité, vendue à EDF (1 x 2,55 MW et 2 x 3,13 MW avec module de cogénération permettant une valorisation thermique également dirigée vers l'unité de traitement des lixiviats), et d'un réchauffeur de 4 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- inspection sur site préalable à tout dépôt de déchets dans un casier nouvellement aménagé, telle que requise par les dispositions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié
- poursuite de l'action nationale relative à la baisse des quantités de déchets éliminés en ISDND (ou en incinération sans valorisation énergétique), évolutions réglementaires correspondantes introduites par les décret et arrêté ministériel du 16/09/2021.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement nouveau casier : Etanchéité – drainage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, articles 8 et 9	/	Sans objet
2	Aménagement nouveau casier : contrôles préalables au stockage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, articles 18, 19, 20-II, 20-III	/	Sans objet
3	Baisse des déchets éliminés : rapport de caractérisation	Article R. 541-48-3 du code de l'environnement	/	Sans objet
4	Baisse des déchets éliminés : procédure de contrôle	Article R. 541-48-3 du code de l'environnement	/	Sans objet
5	Baisse des déchets éliminés : justificatifs	Article R. 541-48-4 du code de l'environnement	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'examen détaillé des différents documents techniques qui ont été transmis à l'Inspection en mars, mai et juin 2022, et les constats de fin de travaux correspondants relatifs à l'aménagement du casier 4.3 sont de nature à attester de la conformité réglementaire de sa réalisation et dès lors, à y permettre la réception des déchets.

- Concernant l'action(\*) visant à poursuivre la baisse des quantités de déchets éliminés, notamment par les opérations de tri à la source et leur justification par les producteurs, la caractérisation des chargements et les contrôles à la réception sur le site de l'ISDND, elle est connue de l'exploitant qui y travaille au niveau national ; elle a été engagée mais n'était pas finalisée ni même précisément déclinée sur site (aucun document reçu en provenance des producteurs de déchets quant à la caractérisation des chargements et aux justificatifs, non mise à jour de la procédure devant notamment définir les modalités de contrôle...) ; il a été rappelé à l'exploitant que cette action devrait être opérationnelle sur site avant le 31/12/2022. En date du 04/10/2022, l'exploitant a informé l'Inspection de la mise à jour de la procédure d'admission (intégrant les dispositions des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement) rendue applicable mi-septembre aux ISDND exploitées par SUEZ sur le territoire national ; il a aussi précisé son caractère évolutif, sur la base des retours du ministère dans le courant du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022.

(\*) Sur les consignes du ministère et compte tenu de la période de tolérance accordée en 2022 pour la mise en oeuvre des mesures prescrites, l'inspection sur ce thème a été menée sous la forme d'un audit.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : PC1**

**Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, articles 8 et 9**

**Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité, drainage du casier**

**Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet**

**Prescription contrôlée :**

**Article 8 de l'arrêté du 15 février 2016**

La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;
- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.

L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.

**Article 9 de l'arrêté du 15 février 2016**

I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à  $1.10^{-4}$  m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.

III. Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

**Constats :**

Les caractéristiques du casier 4.3 après travaux d'aménagement doivent répondre aux dispositions techniques prescrites aux articles 8 et 9 (titre II – chapitre II : exigences relatives à l'étanchéité et au drainage) de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié et aux dispositions prescrites à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/08/2004 modifié (ces dernières, redondantes pour la plupart avec celles de l'arrêté ministériel, ne sont pas reprises ci-dessus).

Le futur casier 4.3 de stockage des déchets est localisé en mitoyenneté du casier 4.2 en cours d'exploitation et en limite Sud-Est du site ; le fond de ce casier couvre une emprise d'environ 1,8 ha.

**Dispositions mises en œuvre – Dossier technique**

Le dossier technique transmis à l'Inspection par SUEZ RV Nord Est le 01/06/2022, en application des dispositions réglementaires relatives aux contrôles préalables à la mise en service des nouveaux casiers, présente une description complète des travaux d'aménagement réalisés et aussi, de manière exhaustive, les documents justificatifs des vérifications, tests réalisés et résultats.

De manière synthétique, il comprend :

- un examen de synthèse produit par un organisme tiers (GINGER BURGEAP) de la conformité du casier aménagé vis-à-vis des conditions réglementairement applicables issues à la fois de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/08/2004 modifiés.

Cet examen de conformité est basé sur les nombreux documents techniques justificatifs produits par les différents intervenants lors du chantier, joints également au dossier technique.

Observation :

A la lecture des résultats des essais joints en annexe, l'Inspection a noté quelques erreurs dans les commentaires de la tierce-expertise précisant les intervalles de perméabilité :

- de la barrière de sécurité passive inférieure : résultats mentionnés compris entre  $1.10^{-7}$  et  $9.10^{-8}$  m/s alors que les documents annexés permettent de conclure à des résultats compris entre  $3.10^{-8}$  et  $5.10^{-7}$  m/s
- de la barrière de sécurité passive supérieure : résultats compris entre  $2.10^{-10}$  et  $2.10^{-11}$  m/s alors qu'ils sont dans les faits compris entre  $1.10^{-11}$  et  $8.10^{-10}$  m/s.

Ces erreurs sont toutefois sans incidence sur l'appréciation concluant à la conformité d'imperméabilité des deux strates de barrières passives.

- la description précise de toutes les phases du chantier d'aménagement confiées à des sociétés extérieures spécialisées, et des méthodologies mises en œuvre : aménagements et contrôles réalisés par :

- EIFFAGE (terrassements / contrôles internes et drainage en fond de casier)
- GEOBIO pour la mise en œuvre des géosynthétiques,
- GINGER CEBTP pour les contrôles externes de bonne exécution des travaux d'étanchéité (barrière de sécurité passive : substratum naturel et couche rapportée suivant les modalités préconisées après planche d'essais, barrière de sécurité active sur la totalité du fond et sur les flancs périphériques concernés du casier, couche et dispositif de drainage : les lixiviats collectés en fond de casier rejoindront le réseau existant associé aux précédents casiers).

- la description justifiée des caractéristiques des matériaux utilisés dans le cadre du chantier d'aménagement :

- géomembrane ATARFIL HD 2 mm certifiée ASQUAL (fiche 4700 CQ 19),
- géotextile P120 Tencate 1200 g/m<sup>2</sup>,
- galets 20/80mm roulés en provenance de la carrière de Saint Firmin (80 - Le Crotoy),
- géocomposite bentonitique : BENTOMAT AS100F pré-imprégné et géotextile de drainage P80 Tencate 800 g/m<sup>2</sup> pour l'aménagement spécifique des trois flancs du casier.

- la totalité des comptes-rendus de chantier produits par GINGER CEBTP et des résultats des contrôles et essais visant à valider les objectifs réglementaires de performance (contrôle des cotes et épaisseurs par géomètre, essais de compactage, contrôle de réception des matériaux et d'absence de défaut de fabrication, tests d'étanchéité des matériaux en place et rapportés, contrôle des soudures par thermo-fusion...).

- les fiches de suivi du chantier avec reportages photographiques datés rendant compte des grandes étapes du chantier.

L'Inspection a procédé à l'examen du dossier, très précis et conséquent. Elle a aussi observé, parmi les nombreuses fiches de suivi de chantier jointes au dossier et nombreux résultats après contrôles ou essais, l'absence d'indication traduisant en cours de chantier une quelconque difficulté, anomalie ou non-conformité qui aurait pu conduire à reprendre une opération spécifique.

L'absence de difficulté notable dans le déroulement des opérations a été confirmée par l'exploitant le 16/09/2022, malgré des conditions météorologiques défavorables (période estivale 2021 pluvieuse). Les échanges tenus le 16/09/2022 et les précisions fournies ont permis de répondre aux quelques interrogations ponctuelles et techniques de l'Inspection.

L'Inspection a aussi signalé quelques anomalies à la marge qu'elle avait identifiées lors de l'examen du dossier (la principale d'entre-elles, mentionnée ci-dessus, porte sur les intervalles de perméabilité des barrières passives tels que mentionnés dans la tierce expertise) ; celles-ci doivent être prises en compte dans une version actualisée définitive qui lui sera transmise.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

<p><b>N° 2 : PC2</b></p> <p><b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, articles 18, 19, 20-II alinéa 2 et 20-III</b></p> <p><b>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles préalables au stockage des déchets</b></p> <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</b></p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Article 18 de l'arrêté du 15 février 2016</i></p> <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.</p> <p>Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.</p> <p>Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.</p> <p>L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.</p> <p><i>Article 19 de l'arrêté du 15 février 2016</i></p> <p>Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.</p> <p>Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.</p> <p>Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><i>Article 20 de l'arrêté du 15 février 2016</i></p> <p>[...]</p> <p>II. [...]</p> <p>Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la géomembrane et du dispositif de drainage (<a href="#">article 9</a>) ;</li> <li>- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (<a href="#">article 11</a>).</li> </ul> <p>III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats : La mise en service du casier 4.3 est subordonnée au respect des dispositions des articles 18, 19 et 20-II alinéa 2 et III (titre III - chapitre II : contrôles préalables à la mise en service des équipements) de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et aux dispositions prescrites à l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02/08/2004 modifié.</b></p> <p>Conformément aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement des nouveaux casiers, le cahier des charges des contrôles du substratum naturel et de la couche rapportée (ou programme d'échantillonnage et d'analyse de vérification de la barrière de sécurité passive) au droit du futur casier 4.3 a été soumis à l'avis de l'Inspection de l'environnement par transmission du 30/03/2021.</p> <p>A l'occasion de cette transmission, l'exploitant a informé l'Inspection de son intention de lancement des travaux en mai 2021 pour le terrassement, en juillet 2021 pour ceux intéressant la barrière de sécurité passive.</p>
--

Etabli par SUEZ sur le même principe que ceux mis en oeuvre pour les précédents casiers : plan de terrassement, constitution de la barrière de sécurité passive (fond, aménagement des flancs et première rehausse), contrôles d'exécution, vérifications par sondages et analyses..., le cahier des charges ainsi transmis n'a pas fait l'objet de remarques particulières de la part de l'Inspection.

En complément de cet envoi, SUEZ RV Nord Est a transmis à l'Inspection le 03/05/2021 le compte-rendu de l'analyse de la conformité du cahier des clauses techniques particulières et générales relatif à la mise en place de la barrière de sécurité passive (analyse de conformité prescrite à l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/08/2004 modifié) ; ce compte-rendu a été produit par le bureau externe GINGER BURGEAP.

L'Inspection a procédé à l'examen de ce document technique complémentaire qui a établi une synthèse des points de vigilance et exigences spécifiques, mais n'a pas mis en évidence de quelconques réserves.

Les contrôles par organisme extérieur indépendant relatifs aux travaux de reprise / mise en oeuvre des barrières de sécurité passive et résultats des mesures d'étanchéité, à la géomembrane et à son installation (inspection visuelle d'absence de défaut de fabrication, vérification de bonne exécution de mise en place, contrôle des soudures...), au matériau bentonitique (bentonite en poudre aux jonctions, recouvrement des lès...), géosynthétiques et couche de drainage, ont été confiés à GINGER CEBTP. Les comptes-rendus de chantier correspondants et les résultats des contrôles et essais sont joints dans leur intégralité au dossier technique transmis à l'Inspection le 01/06/2022 et visé ci-dessus, au point de contrôle n°1.

• La visite sur site menée le 16/09/2022 a quant à elle permis de vérifier la fin des travaux d'aménagement du casier 4.3, et pour la partie encore visible des aménagements à cette date, la cohérence avec les éléments descriptifs figurant dans ce dossier technique transmis le 01/06/2022.

En particulier, ont pu être observés :

- l'emprise totale de fond de casier recouverte des galets constituant la couche drainante,
- les points de collecte des lixiviats en points bas côté Ouest avec dispositif provisoirement mis en place pour éviter que les eaux météoriques collectées en fond du nouveau casier ne rejoignent le réseau des lixiviats avant la réception des déchets,
- les flancs périphériques (hors flanc interne côté Ouest) recouverts du géosynthétique drainant, avec maintien provisoire de big-bags pour le lestage permettant d'éviter tout arrachement en cas de vent fort
- la diguette transversale couverte de séparation du fond de casier.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**Proposition de suites : Sans objet**

<b>Référence réglementaire :</b> Article R. 541-48-3 du code de l'environnement Arrêté Ministériel du 16/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Action nationale 2022, Baisse des quantités éliminées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapports de caractérisation des déchets et chargements par producteurs/détenteurs ou intermédiaires
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la date de l'inspection, aucun rapport de caractérisation annuelle tel que prévu par les dispositions du décret du 16/09/2021 (articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement) et celles de l'arrêté ministériel du 16/09/2021 n'avait été transmis à l'exploitant.</p> <p>Compte tenu de la période de tolérance décidée au niveau ministériel et dans l'attente de consignes plus précises, ce dernier n'avait encore rien exigé des producteurs.</p> <p>Interrogé à ce sujet lors de la visite du 16/09/2022, l'exploitant a précisé que la caractérisation pourrait à la fois servir de base et à une décision de refus de chargement et aussi contribuer à faciliter une telle décision. En cas de refus, la prise en charge du chargement pourrait être assurée par l'exploitant de l'ISDND aux frais du producteur.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que les rapports de caractérisation annuelle, hors ordures ménagères résiduelles, devaient lui être transmis au 31/12/2022.</p> <p>Avis de l'Inspection sollicité sur l'action nationale, en marge des échanges :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les seuils d'acceptation des 30 % et 50 % en masse d'un chargement, certes évolutifs, sont considérés peu ambitieux au 01/01/2022, non en parfaite cohérence avec l'obligation d'un réel tri à la source et pouvant permettre sur un plan réglementaire, d'accepter de nouveau sur site des chargements qui ne l'étaient plus dans les faits depuis plusieurs années.</li> <li>- Hors procédés réguliers et répétés générant les apports de déchets, la réalisation d'une caractérisation annuelle dans les conditions prescrites pour certaines catégories de producteurs (exemple : professionnels du bâtiment éliminant les déchets de chantiers) pourrait ne présenter qu'un intérêt très relatif compte tenu d'un manque de représentativité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Article R. 541-48-3 du code de l'environnement Arrêté Ministériel du 16/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Baisse des quantités éliminées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Procédure de contrôle mise en place par l'exploitant de l'ISDND
<p><b>Constats :</b></p> <p>Hors procédures d'information et d'acceptation préalables, les principaux contrôles sur site à l'arrivée des déchets, après vérifications administratives, sont actuellement les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrôles olfactifs</li> <li>- Contrôles visuels et par vidéosurveillance à la réception des déchets sur site et au niveau des quais de déchargement, permettant d'identifier, enregistrer et archiver, pour chaque opération de déchargement, la nature des déchets et la plaque d'immatriculation du véhicule.</li> </ul> <p>Eléments d'appréciation recueillis auprès de l'exploitant le 16/09/2022 : le dispositif de vidéosurveillance signalé par affichage au pont-bascule et dans le local de réception (explicite quant à la base réglementaire et sa finalité) a attiré la curiosité de nombreux chauffeurs et a été l'objet d'échanges avec présentation de l'exploitant et sensibilisation (loi AGECL...). Ce dispositif est considéré par l'exploitant comme une aide complémentaire dans la procédure de contrôle car elle a indéniablement un rôle dissuasif pour des producteurs qui peuvent être peu respectueux des consignes, mais considéré aussi très coûteux et dont les réglages et la mise en place sont techniquement complexes (caméras devant être mobiles en fonction des zones exploitées, longues distances à la fois pour la visualisation et les câblages...). Le dispositif opérationnel sur site depuis juin 2022 n'était pas réceptionné à la date de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors des échanges tenus le 16/09/2022 que le groupe SUEZ RV continuait de travailler sur le sujet pour élaborer une procédure et un plan d'actions révisés au niveau national tenant compte des nouvelles dispositions introduites par les décret et arrêté ministériel du 16/09/2021.</p> <p>Une version du document signé et mis à jour pour intégrer les évolutions réglementaires aux ISDND SUEZ RV (attestation sur l'honneur de tri du producteur et caractérisation matière annuelle des déchets nécessaires pour validation du processus d'information préalable) a été transmis à l'Inspection le 04/10/2022. Ce document précise que la méthodologie de caractérisation n'est pas actée par les autorités compétentes et qu'il sera donc révisé dès lors que ladite méthodologie sera actée et diffusée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Article R. 541-48-4 du code de l'environnement Arrêté Ministériel du 16/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Baisse des quantités éliminées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Justificatifs du respect des obligations de tri des producteurs
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la date de l'inspection, l'exploitant n'avait procédé à aucune vérification de document justificatif autre que les documents justificatifs d'identification et de caractérisation déjà en place (FIP, CAP et d'analyses le cas échéant dans le cadre de la caractérisation de base et vérifications ultérieures de la conformité, attestations du caractère ultime des déchets...)</p> <p>Pour information, données extraites des registres 2022 à la date de l'inspection : 49 refus de chargements de déchets dont 10 à la réception pour défaut de traçabilité et 14 au déchargement pour non-conformité des déchets à leur caractérisation établie dans les fiches d'information préalable et certificats d'acceptation préalable.</p> <p>En date du 04/10/2022, avant complète finalisation du présent rapport, l'exploitant a communiqué deux renouvellements de CAP intégrant les dispositions de l'article R. 541-48-4 (CE), avec attestation sur l'honneur du producteur de mise en place des modalités de tri à la source, la nature des déchets visés par cette attestation et les éléments descriptifs justifiant du respect de ces obligations de tri.</p> <p>Ces documents concernent la collecte des OMr, directement pour l'un ou indirectement pour le second (refus issus d'une unité de traitement des OMr). Les flux de déchets en jeu ne sont donc pas visés par le rapport de caractérisation annuelle à produire depuis le 01/01/2022.</p> <p>Les documents sont signés par voie numérique des deux parties (producteur / détenteur et responsable ISDND).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet